

RAPPORT
FINANCIER
2015

EDIFY : UN LANCEMENT RÉUSSI



PAUL GEORGES DESPATURE,
Président du Conseil d'Administration.

Au nom du Conseil d'Administration d'Edify, je suis heureux de vous présenter le premier rapport annuel de votre société. En effet, Edify SA a été créée à Luxembourg le 16 septembre 2014 par la société française Somfy SA, et a reçu le 29 octobre les actifs de la branche Somfy Participations. Et depuis le 19 décembre 2014, Edify est cotée sur le marché organisé Euro MTF de la Bourse de Luxembourg. Mais ses racines remontent à 2006 avec l'acquisition par Somfy d'une entreprise hors « core business », premier maillon de ce qui deviendra en 2008 « Somfy Participations ».

Dix ans plus tard, ayant démontré l'originalité et la pertinence de son business model, Somfy Participations prend son autonomie, devient Edify et boucle aujourd'hui son premier exercice. S'appuyant sur cette déjà longue histoire, l'équipe Edify connaît et anime depuis plusieurs années les sociétés qui composent son portefeuille. Celui-ci s'est élargi au mois de juillet avec l'acquisition de de Buyer, belle société vosgienne spécialisée dans les ustensiles de cuisson pour les professionnels et les amateurs avertis.

Cette année 2015 a vu aussi la mise en place effective de notre gouvernance. Le Conseil d'Administration composé de trois membres indépendants, de deux membres de la famille fondatrice et de l'ancien Directeur Général de Somfy, s'est mis au travail. Il s'est réuni cinq fois, dont une fois dans l'une de nos entreprises. Le Comité d'Audit, le Comité des Rémunérations et le Comité d'Investissement ont été créés et sont opérationnels.

Votre société est donc en ordre de marche pour présenter aujourd'hui ses premiers comptes. Nous publions aussi un Actif Net Réévalué, calculé sur des bases prudentes et contrôlé par nos réviseurs d'entreprises. Au 31 décembre 2015, il représente 321,5 M€, en hausse de 9,6 % par rapport au 31 décembre 2014. Nous afficherons chaque année cet indicateur qui mesure la performance globale de nos investissements.

Autre chiffre important, notre endettement net de 22,9 M€. Disposant de 8,8 M€ de trésorerie et de 63 M€ de lignes de crédit confirmées, nous sommes prêts à saisir toute opportunité cohérente avec notre stratégie de développement.

Je remercie toute l'équipe Edify qui a su, au cours de cette première année, faire progresser son portefeuille de participations tout en assurant la mise en place de la société. Et surtout, je tiens à remercier chaleureusement les actionnaires de Somfy SA qui ont choisi les actions Edify lors de la distribution exceptionnelle de décembre 2014. Qu'ils sachent que nous sommes engagés avec eux dans la durée pour la réalisation de notre ambition commune.



SOMMAIRE

04	RELATION ACTIONNAIRES
05	ORGANISATION
06	PANORAMA DES COMPTES
08	RAPPORT DE GESTION DES ADMINISTRATEURS À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 19 MAI 2016
09	Faits marquants de la période
10	Actif Net Réévalué du portefeuille d'Edify
11	Présentation des comptes
12	Événements postérieurs
12	Informations sur les activités en matière de recherche et de développement
12	Informations sur les risques
13	Informations sur les acquisitions d'actions propres
13	Affectation du résultat
14	DOCUMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS
15	Compte de résultat consolidé
16	Bilan consolidé actif
17	Bilan consolidé passif
18	Général
18	Faits marquants
18	Événements post-clôture
19	Annexes aux documents comptables consolidés
37	RAPPORT DU RÉVISEUR D'ENTREPRISES AGRÉÉ
38	Rapport sur les comptes annuels consolidés
39	Rapport sur d'autres obligations légales ou réglementaires



RELATION ACTIONNAIRES

CAPITAL

Le capital d'Edify SA (ci-après Edify) au 31 décembre 2015 s'élève à 4 860 000 €, divisé en 4 860 000 actions de 1 € nominal, entièrement libérées et toutes de même catégorie. La société n'a pas émis de valeurs mobilières donnant accès au capital.

Dans le cadre des autorisations qui lui sont accordées, la société détient 2 093 actions Edify au 31 décembre 2015. Ces actions propres sont détenues par la société afin d'assurer l'animation de l'action par l'intermédiaire d'un prestataire de service d'investissement au travers d'un contrat de liquidité.

ÉVOLUTION DU CAPITAL

Les mouvements du capital souscrit au cours de la période peuvent être résumés comme suit :

	Capital souscrit en €
Constitution du 16/09/2014	31 000
Mouvements de la période :	
AGE du 29/10/2014	5 029 620
AGE du 17/12/2014	(200 620)
AU 31/12/2015	4 860 000

La société a été constituée le 16 septembre 2014 avec un capital social de 31 000 € représenté par 31 000 actions d'une valeur nominale de 1 € chacune, intégralement libérées.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 29 octobre 2014 a décidé d'augmenter le capital social de la société d'un montant de 5 029 620 € par la création et l'émission de 5 029 620 nouvelles actions soumises au paiement d'une prime d'émission d'un montant de 247 970 380 €, dont 506 062 € ont été affectés à la réserve légale.

Cette augmentation de capital a été souscrite par apport en nature d'une partie du portefeuille de participations de la branche Somfy Participations et par apport en numéraire.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 17 décembre 2014 a décidé de diminuer le capital social de la société à concurrence de 200 620 € par le rachat de 200 620 actions de la société d'une valeur nominale de 1 € et le remboursement d'une partie de la prime d'émission à hauteur de 49 € par action de la société.

COTATION

Edify est une société anonyme cotée sur le marché organisé Euro MTF de la Bourse de Luxembourg depuis le 19 décembre 2014, pour une valeur d'introduction de 50 €.

CONTRAT

Edify a conclu le 11 décembre 2014 un contrat d'apporteur de liquidité avec Kepler Capital Market.

CALENDRIER FINANCIER 2016

29 mars	Publication du résultat de l'année 2015
10 mai	Publication du chiffre d'affaires du 1 ^{er} trimestre 2016
19 mai	Assemblée Générale
29 septembre	Publication du résultat du 1 ^{er} semestre 2016
30 novembre	Publication du chiffre d'affaires du 3 ^e trimestre 2016

ORGANISATION

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président

PAUL GEORGES DESPATURE

Vice-Président

WILFRID LE NAOUR

Membres du Conseil d'Administration

VICTOR DESPATURE

RUDOLF D. GRAF

FRÉDÉRIC GENET

AGNÈS LARUELLE

COMITÉ D'AUDIT

Président

VICTOR DESPATURE

Membre

AGNÈS LARUELLE

COMITÉ DE RÉMUNÉRATIONS

Président

PAUL GEORGES DESPATURE

Membre

FRÉDÉRIC GENET

RÉVISEUR D'ENTREPRISE AGRÉÉ

ERNST & YOUNG SA

CONTACTS

Edify

VALÉRIE MARQUES,

Directeur Financier

Téléphone : +352 24 83 16 21

E-mail : vmarques@edify-investmentpartner.com

Shan

FRANÇOIS-XAVIER DUPONT

Téléphone : +33 1 44 50 58 74

E-mail : fx.dupont@shan.fr



De gauche à droite :

FRÉDÉRIC GENET,
ancien Administrateur Délégué
de Société Générale Bank & Trust Luxembourg.

WILFRID LE NAOUR,
Vice-Président du Conseil d'Administration d'Edify
et précédemment Directeur Général de Somfy.

PAUL GEORGES DESPATURE,
Président du Conseil d'Administration.
Précédemment Président du Directoire de Somfy
et Président du Conseil
de Surveillance de Damartex.

AGNÈS LARUELLE,
membre du Comité Exécutif
de MDO Management Company à Luxembourg.

VICTOR DESPATURE,
membre du Conseil de Surveillance de Somfy,
et Président du Groupe MCSA.

RUDOLF D. GRAF,
Président du Conseil d'Administration
de AFG Arbonia.



PANORAMA DES COMPTES



PANORAMA DES COMPTES

Données en millions d'euros	Exercice 2014/2015 (15 mois)	Exercice 2015 (12 mois)
Actif Net Réévalué	321,5	321,5
Excédent Financier Edify SA	8,8	8,8
Capacité d'endettement confirmée Edify SA	63,0	63,0
Endettement Financier Net consolidé	22,9	22,9
Capacité d'autofinancement consolidée	32,9	34,4
Chiffre d'affaires consolidé	381,3	361,3
EBITDA consolidé	36,8	36,9
Résultat Opérationnel Courant consolidé	22,3	23,6
Résultat opérationnel consolidé	27,6	29,4
Résultat net consolidé	14,8	17,0

RAPPORT DE GESTION DES ADMINISTRATEURS

À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 19 MAI 2016

09	FAITS MARQUANTS DE LA PÉRIODE Création d'Edify SA Acquisition de la nue-propriété de Pellenc SA Réduction de fonds propres Introduction en bourse Convention de crédit Acquisition de de Buyer Acquisition de Profilmar
10	ACTIF NET RÉÉVALUÉ DU PORTEFEUILLE D'EDIFY Méthodologie Valorisation du portefeuille d'Edify
11	PRÉSENTATION DES COMPTES Période comptable Données sociales Données consolidées
12	ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS
12	INFORMATIONS SUR LES ACTIVITÉS EN MATIÈRE DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT
12	INFORMATIONS SUR LES RISQUES Risques relatifs à l'activité de la Société Risques propres aux principales participations contrôlées
13	INFORMATIONS SUR LES ACQUISITIONS D'ACTIONS PROPRES
13	AFFECTATION DU RÉSULTAT



RAPPORT DE GESTION DES ADMINISTRATEURS

À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 19 MAI 2016

Mesdames, Messieurs,

Conformément aux dispositions légales et réglementaires, le Conseil d'Administration vous a réunis pour vous rendre compte de la gestion de votre société et des sociétés de son portefeuille et soumettre à votre approbation les comptes arrêtés au 31 décembre 2015.

EDIFY SA (ex-Somfy Participations) est une société d'investissement, née de la séparation des deux branches d'activité du groupe Somfy, fin 2014, et cotée depuis lors sur le marché Euro-MTF de la Bourse de Luxembourg.

Son portefeuille est constitué de participations majoritaires et minoritaires dans des ETI et PME industrielles, françaises, espagnole et suisse, à savoir **Pellenc** (matériels et outils électroportatifs pour la viticulture, l'oléiculture et les espaces verts), **Zurflüh-Feller** (accessoires et systèmes pour les volets roulants), **Les Usines Métallurgiques de Vallorbe** (outils abrasifs pour les industries bijoutière, horlogère, forestière, automobile et aéronautique), **de Buyer** (articles et ustensiles pour la cuisine et la pâtisserie), **Gaviota-Simbac** (composants et moteurs pour les stores et les volets roulants), **Sirem** (solutions motorisées pour la balnéothérapie, les piscines et les tanks à lait), **La Buvette** (matériels pour l'abreuvement et l'élevage animal) et **Lacroix Emballages** (emballages pour les produits laitiers solides).

Faits marquants de la période

CRÉATION D'EDIFY SA

Edify, ex-Somfy Participations, est née de la séparation des deux branches d'activité du groupe Somfy, Somfy Participations et Somfy Activités. Le 29 octobre 2014, les actifs de Somfy Participations, hormis les titres de CIAT et Faac, ont été apportés à la société anonyme de droit luxembourgeois Edify créée le 16 septembre 2014 pour les besoins de l'opération. Edify a une succursale suisse à Genève dénommée EDIFY SA, Luxembourg, succursale du Grand-Saconnex.

ACQUISITION DE LA NUE-PROPRIÉTÉ DE PELLENC SA

Le 12 décembre 2014, suite à un accord conclu le 24 septembre 2014, Edify a racheté la nue-propiété de 51,36 % des titres de Pellenc SA.

RÉDUCTION DE FONDS PROPRES

En date du 17 décembre 2014, Edify a procédé à une réduction de ses fonds propres de 10,0 M€ se décomposant en une annulation de 200 620 actions propres de 1 € et une réduction de prime d'émission de 9,8 M€.

INTRODUCTION EN BOURSE

Le 19 décembre 2014, Edify a réalisé son introduction sur le marché luxembourgeois Euro MTF.

CONVENTION DE CRÉDIT

Le 23 juin 2015, Edify a obtenu un financement de 63 M€ arrangé par le groupe Crédit Mutuel-CIC (non utilisé au 31 décembre 2015). L'objectif de l'opération était de contribuer à financer sa stratégie d'investissements à long terme.

La mise à disposition de ces financements par les établissements de crédit est soumise à l'engagement pris par Edify de respecter des covenants financiers portant sur la structure financière d'Edify et de ses participations (dettes financières nettes sociales/Actif Net Réévalué) et sur sa capacité de remboursement (dettes financières nettes élargies/Actif Net Réévalué élargi). Edify respecte l'ensemble des covenants au 31 décembre 2015.

ACQUISITION DE BUYER

Le 8 juillet 2015, Edify a fait l'acquisition de 100 % des parts des sociétés de Buyer Industries et de Buyer.com. Buyer, groupe familial créé en 1830, est spécialisé dans la fabrication et le négoce d'articles et ustensiles de cuisine et de pâtisserie (poêles, casseroles, mandolines, élastomoules...) à destination des professionnels et particuliers avertis. Son chiffre d'affaires, proche de 30 M€ est réalisé pour moitié hors de France.

ACQUISITION DE PROFILMAR

Le 8 octobre 2015, Zurflüh-Feller a acquis 100 % des parts de la société Profilmar, spécialisée dans les accessoires et profilés pour rideaux métalliques. Profilmar réalise un chiffre d'affaires de l'ordre de 8 M€.

Actif Net Réévalué du portefeuille d'Edify

MÉTHODOLOGIE

L'Actif Net Réévalué est calculé sur l'ensemble des actifs financiers que possède Edify.

Les actifs financiers définis comme des créances obligataires sont évalués pour leur valeur nominale incluant les intérêts capitalisés.

Concernant les sociétés non consolidées, la valeur comptable a été retenue. Concernant les titres de participation consolidés par intégration globale, intégration proportionnelle ou par mise en équivalence, les méthodes d'évaluation choisies sont les suivantes :

TITRES DE SOCIÉTÉS NON COTÉES

Pour chaque participation, la valeur d'entreprise est évaluée par les méthodes habituelles, à savoir :

La méthode des multiples de comparables boursiers

Un échantillon de sociétés comparables, composé de sociétés cotées du même secteur d'activité que les sociétés à évaluer et pour lesquelles les analystes publient régulièrement leurs recherches et leurs estimations, est déterminé pour chaque société à valoriser. Il est stable dans le temps et n'est ajusté que dans le cas où un comparable n'est plus pertinent. Les multiples des sociétés de l'échantillon sont calculés à partir (i) de la capitalisation boursière moyenne sur les 20 dernières séances précédant l'évaluation et de la dette nette estimée à la date d'évaluation par les analystes et (ii) des estimations d'EBITDA et d'EBITA (Résultat Opérationnel Courant hors dotations aux amortissements des actifs incorporels alloués lors des acquisitions) pour l'année en cours et les deux années suivantes issues des consensus d'analystes les plus récents à la date d'analyse. Une décote peut être appliquée sur certains multiples pour tenir compte de la taille plus réduite entre les sociétés de l'échantillon et la société évaluée. La moyenne des multiples d'EBITDA et d'EBITA des sociétés de l'échantillon présentant des perspectives de croissance similaires à celles de la société à évaluer est appliquée à l'EBITDA et à l'EBITA récurrents de la société évaluée pour l'année en cours et les deux années suivantes. La valeur d'entreprise retenue est calculée en faisant la moyenne des valorisations obtenues par application de ces multiples aux agrégats des participations.

La méthode de l'actualisation des flux de trésorerie (DCF)

Cette méthode consiste à déterminer la valeur actuelle des flux de trésorerie qu'une société dégagera dans le futur. Les projections de flux de trésorerie, établies en relation avec le management de l'entreprise concernée, intègrent une analyse critique du plan d'affaires de ces sociétés. Le taux d'actualisation utilisé correspond au coût moyen pondéré du capital et représente le niveau de rémunération attendue des capitaux engagés (fonds propres et dettes nécessaires au financement de l'activité) compte tenu des caractéristiques de la société (secteur, taille, exposition pays). Il est calculé à partir des données financières recueillies pour le même échantillon que celui servant pour les multiples. Les projections de flux de trésorerie correspondent par ailleurs à celles qui sont utilisées pour les tests de dépréciation.

Choix de la méthode

Lorsque la société évaluée est mature sur son marché, la valeur d'entreprise est calculée en faisant la moyenne de la valeur obtenue par la méthode des comparables boursiers et de celle obtenue par la méthode de l'actualisation des flux



de trésorerie, en s'assurant de la convergence des valeurs obtenues par les deux méthodes.

Pour les participations dont la majeure partie de la croissance future porte sur un nouveau marché (changement de stratégie) ou en retournement, la valeur d'entreprise est calculée à partir de la méthode DCF.

Cette analyse multicritères permet de tenir compte de la connaissance intrinsèque par Edify de ses participations et de l'approche d'investissement à moyen terme de Edify.

La valeur d'entreprise ainsi calculée est minorée ou majorée des actifs et passifs hors exploitation, évalués à leur valeur nette comptable ou à leur valeur de marché si celle-ci peut être déterminée de manière fiable, et de l'endettement financier net, ce qui donne la valeur réévaluée de la participation à 100 %. Les dettes financières sont évaluées à leur valeur nominale majorée des intérêts courus. La valeur de la participation dans l'Actif Net Réévalué est obtenue en appliquant le pourcentage de détention de Edify à la date de l'évaluation. Une décote de minorité est appliquée dans le cas de certaines participations ne donnant pas le contrôle et/ou de contrôle réduit.

LES TITRES DE SOCIÉTÉS COTÉES

Ils sont valorisés en retenant la moyenne des cours de clôture des 20 dernières séances boursières précédant l'évaluation.

Les nouveaux investissements, filiales et participations cotées ou non cotées, sont valorisés à leur prix de revient pendant les 12 premiers mois qui suivent leur acquisition. Après leur acquisition, les filiales établissent des comptes consolidés annuels, certifiés par les auditeurs externes, et actualisent leurs plans d'activité et leurs prévisions de résultat pour l'exercice suivant la date de leur acquisition.

La méthodologie présentée ci-dessus est conforme avec les « International Private Equity and Venture Capital Valuation guidelines » (« IPEV ») approuvés par les principales associations professionnelles de capital investissement du monde.

VALORISATION DU PORTEFEUILLE D'EDIFY

L'Actif Net Réévalué s'établit à 321,5 M€ à la fin de l'exercice écoulé. Il s'inscrit ainsi en hausse de 9,6 % par rapport au 31 décembre 2014.

Présentation des comptes

PÉRIODE COMPTABLE

Exceptionnellement, le premier exercice comptable d'Edify commence le 16 septembre 2014 (date de constitution) pour se terminer le 31 décembre 2015.

DONNÉES SOCIALES

Au 31 décembre 2015, le résultat d'exploitation d'Edify s'élève à -5,1 M€ comprenant essentiellement les frais de fonctionnement. Le résultat financier s'élève quant à lui à 2,8 M€ et est composé majoritairement de dividendes et d'intérêts. Le résultat net est de -2.3 M€.

DONNÉES CONSOLIDÉES

L'exercice clos à la fin décembre 2015 est d'une durée exceptionnelle de 15 mois, en raison de la constitution d'Edify en octobre 2014, et couvre donc les trois derniers mois de l'année civile 2014 et les 12 mois de l'année 2015.

Il tient compte :

- des intégrations globales de Sirem, des Usines Métallurgiques de Vallorbe et de Zurflüh-Feller sur 14 mois,
- de l'intégration globale de Pellenc sur 12 mois, compte tenu de la date de l'acquisition de la nue-propriété des 51,36 % restants (décembre 2014),
- de l'intégration proportionnelle de Gaviota-Simbac,
- de l'intégration globale de de Buyer sur quatre mois, du fait de l'acquisition de la société en juillet 2015.

Afin de fournir une analyse pertinente, des données consolidées sur 12 mois ont également été constituées.

CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires d'Edify sur 15 mois s'élève à 381,3 M€ au 31 décembre 2015. Il ressort à 361,3 M€ sur 12 mois en progression de 20,6 % (10,0 % à données comparables).

Le groupe Pellenc a connu un vif succès à la fois sur les ventes du nouveau modèle de machine à vendanger (Optimum) et sur le lancement des nouveaux sécateurs électroportatifs. Zurflüh-Feller a également une contribution positive, profitant d'une amélioration relative du marché de la construction.

A contrario, la situation reste difficile chez Sirem et chez les Usines Métallurgiques de Vallorbe qui subissent les aléas de leurs marchés respectifs.

RÉSULTAT

Le Résultat Opérationnel Courant de l'ensemble consolidé ressort, pour sa part, à 22,3 M€ sur les 15 mois de l'exercice et à 23,6 M€ sur 12 mois.

Les niveaux de rentabilité des sociétés évoluent en lien avec leur croissance de chiffre d'affaires.

Le résultat opérationnel de l'ensemble consolidé ressort, pour sa part, à 27,6 M€ sur les 15 mois de l'exercice (29,4 M€ sur 12 mois), montant incluant un profit né d'un badwill de 7,3 M€.

Le résultat net sur les 15 mois de l'exercice atteint 14,8 M€.

STRUCTURE FINANCIÈRE

L'endettement financier net de l'ensemble consolidé s'élève à 22,9 M€ et représente moins d'une année de capacité d'autofinancement.

Il se compare à des capitaux propres de 240,2 M€ qui ont été grevés depuis la création d'Edify, d'une part par une réduction de capital de 10,0 M€ et d'autre part par un montant de 34,2 M€ au titre des goodwills constatés sur les sociétés apportées à Edify (cf. Note 4.1 page 25).

Les lignes de crédit, mises en place en juillet 2015, d'un montant global de 63,0 M€, restent disponibles pour tout investissement futur.

Événements postérieurs

Il n'y a pas d'événements post-clôture à mentionner.

Informations sur les activités en matière de recherche et de développement

La « Recherche et Développement » est un élément majeur de la croissance et du développement par l'innovation. Les sociétés du portefeuille d'Edify ont, pour la plupart, une politique d'innovation active. Le groupe Pellenc, dont l'innovation est un facteur clé de succès et de croissance, compte plus de 135 ingénieurs et techniciens en R&D et dispose d'un portefeuille de plus de 140 familles de brevets dont plus des 2/3 sont actives.

Informations sur les risques

RISQUES RELATIFS À L'ACTIVITÉ D'EDIFY : L'INVESTISSEMENT EN CAPITAL DANS LES SOCIÉTÉS NON COTÉES

Les principaux risques sont les suivants :

- Le risque lié à la valorisation des actifs non cotés qui peut s'avérer in fine différente de la valeur de réalisation éventuelle.
- Le risque lié à l'instruction des projets d'investissement, pouvant se traduire à terme par une perte de valeur sur l'investissement.
- Le risque de liquidité : les participations non cotées sont par nature moins liquides que les actifs cotés.
- Le risque lié au marché de la dette : Edify finance partiellement certaines de ses opérations d'acquisition par de la dette (i.e. effet de levier). Dans le cadre de ce type d'opération, Edify acquiert généralement la participation cible par l'intermédiaire d'une société holding dédiée, partiellement financée par de la dette, le plus souvent bancaire. La disponibilité et le coût des financements bancaires ou assimilés sont variables dans le temps. L'indisponibilité ou le coût trop élevé de ces financements peuvent rendre temporairement impossibles ou peu attractives les opérations à effet de levier.
- Le risque de change : qui est directement lié aux montants investis dans des sociétés conduisant leurs activités dans des devises autres que l'euro, notamment le franc suisse.
- L'environnement macro-économique : une évolution défavorable de l'environnement économique et une dégradation de la conjoncture économique, notamment en Europe, peuvent altérer les conditions d'investissement, de transformation, de valorisation, et de cession des participations d'Edify.
- Le management d'Edify est de taille réduite, ce qui peut générer un risque de dépendance à l'égard de quelques hommes clés.

RISQUES PROPRES AUX PRINCIPALES PARTICIPATIONS CONTRÔLÉES

Les principaux risques sont les suivants :

- Les risques liés à l'environnement économique : des perspectives conjoncturelles défavorables sont susceptibles d'impacter négativement les performances futures de certaines participations. Les principales participations fournissent des produits aux intervenants de secteurs aussi divers que la viticulture, la maintenance d'espaces verts, le bâtiment (résidentiel et commercial) et l'industrie forestière. Les fondamentaux de certaines participations les rendent plus sensibles aux cycles économiques, d'autres ont des modèles économiques plus résilients.
- Les risques liés aux secteurs d'activité des participations : en raison de la composition du portefeuille d'Edify, certains risques sont très spécifiques et sont inhérents aux principales participations contrôlées :
 - Aléas climatiques : les activités viticoles et oléicoles sont susceptibles d'être affectées par une météo défavorable

dans les zones de production. Parallèlement un défaut d'ensoleillement aura un impact négatif sur les activités de fourniture de moteurs pour couverture de piscine.

- Marché de la construction : la performance des participations liées au bâtiment sont dépendantes de l'activité de ce secteur, notamment en France et en Espagne.
- Marché du lait et de la viande : les participations fournissant le secteur de l'élevage bovin et de la production laitière sont exposées aux variations des cours du lait et, dans une moindre mesure, de la viande, notamment en Europe.
- Le risque lié à la dépendance vis-à-vis des personnes clés dans les participations, ce qui pourrait avoir des impacts sur la conduite des opérations et la poursuite de la stratégie de la participation.
- Les risques environnementaux : les principales participations de la Société concernées par les risques environnementaux sont celles qui ont une activité industrielle, notamment celles qui intègrent, ou ont intégré, des opérations de fonte et d'usinage de métaux, de moulage de matières plastiques et de traitement de surface.

Informations sur les acquisitions d'actions propres

Edify possède des actions propres en vue d'assurer l'animation de l'action Edify SA par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement au travers d'un contrat de liquidité. À la clôture de l'exercice, Edify détient 2 093 actions propres,

représentant 0,04 % du capital social. La valeur de ses actions propres est de 50,19 € par action.

Les autres mouvements de la période sur les actions propres sont les suivants :

	Nombre	Valeur	Total
Au début de la période, constitution	-	-	-
Mouvements de la période			
Acquisitions	251 136	50	12 556 800
AG 18/12/14 (Réduction de capital)	-200 620	50	-10 031 000
Cessions	-48 516	50,02	-2 427 050
Sous-total au 19/12/14 (Actions propres détenues dans le cadre du contrat de liquidité)	2 000	50	100 000
TOTAL AU 31/12/15 (Actions propres détenues dans le cadre du contrat de liquidité)	2 093	50,19	105 047,67

Affectation du résultat

Concernant les comptes sociaux d'Edify, le Conseil d'Administration propose de reporter la perte nette de la période du 16 septembre 2014 au 31 décembre 2015 s'élevant

à 2 273 732,86 €. La réserve légale constituée par Edify excédant de 20 062 € le montant légal minimum devant être affecté à la réserve légale, le Conseil d'Administration propose de réallouer 20 062 € de la réserve légale en prime d'émission.



DOCUMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS

15	COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ
16	BILAN CONSOLIDÉ ACTIF
17	BILAN CONSOLIDÉ PASSIF
18	GÉNÉRAL
18	FAITS MARQUANTS
18	ÉVÉNEMENTS POST-CLÔTURE
19	ANNEXES AUX DOCUMENTS COMPTABLES CONSOLIDÉS
	Note 1 – Principes comptables
	Note 2 – Périmètre
	Note 3 – Données liées à l'activité
	Note 4 – Immobilisations corporelles et incorporelles
	Note 5 – Capitaux propres
	Note 6 – Éléments financiers
	Note 7 – Provisions
	Note 8 – Éléments liés au personnel
	Note 9 – Impôts courants et différés
	Note 10 – Engagements hors bilan
	Note 11 – Participations dans les entreprises associées et informations relatives aux parties liées
	Note 12 – Honoraires
	Note 13 – États financiers au format de la loi luxembourgeoise



DOCUMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Compte de résultat consolidé

En milliers d'euros	Notes	31/12/2015 15 mois
Chiffre d'affaires	NOTE 3	381 291
Autres produits de l'activité	NOTE 3	6 763
Achats consommés		-165 253
Charges de personnel		-130 053
Charges externes		-55 939
EBITDA		36 809
Dotations aux amortissements	NOTE 4	-14 288
Dotations aux provisions courantes		12
EBITA		22 533
Dotations aux amortissements des actifs incorporels alloués	NOTE 4	-193
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT		22 340
Autres produits et charges opérationnels non courants	NOTE 3	6 658
Gain/perte sur cession d'actifs immobilisés d'exploitation		-344
Dépréciation des écarts d'acquisition	NOTE 4	-1 094
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL		27 559
<i>Produits financiers liés au placement</i>		1 314
<i>Charges financières liées à l'endettement</i>		-3 345
Coût de l'endettement net		-2 031
Autres produits et charges financiers		-3 524
RÉSULTAT FINANCIER	NOTE 6	-5 555
RÉSULTAT AVANT IMPÔT		22 004
Impôts sur les bénéfices	NOTE 8	-7 400
Quote-part de résultat des entreprises associées	NOTE 11	246
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		14 850
Résultat attribuable au Groupe		15 941
Résultat attribuable aux minoritaires		-1 091

Bilan consolidé actif

En milliers d'euros	Notes	31/12/2015 Net
Actifs non courants		
Écarts d'acquisition	NOTE 4	16 806
Immobilisations incorporelles nettes	NOTE 4	13 988
Immobilisations corporelles nettes	NOTE 4	101 575
Participations dans les entreprises associées	NOTE 11	3 703
Actifs financiers	NOTE 6	12 434
Autres créances		121
Impôts différés actifs	NOTE 9	13 140
Engagements envers le personnel	NOTE 8	2 539
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		164 305
Actifs courants		
Stocks	NOTE 3	112 010
Clients	NOTE 3	71 272
Autres créances	NOTE 3	9 212
Actifs d'impôt exigible		5 020
Actifs financiers	NOTE 6	232
Trésorerie et équivalents de trésorerie	NOTE 6	57 588
TOTAL ACTIFS COURANTS		255 334
TOTAL ACTIF		419 639



Bilan consolidé passif

En milliers d'euros	Notes	31/12/2015
Capitaux propres		
Capital		4 860
Prime		237 634
Autres réserves		-30 996
Résultat de la période		15 941
PART GROUPE		227 439
Intérêts minoritaires		12 788
TOTAL CAPITAUX PROPRES	NOTE 5	240 227
Passifs non courants		
Provisions non courantes	NOTE 7	2 549
Autres passifs financiers	NOTE 6	46 230
Autres dettes		119
Engagements envers le personnel	NOTE 8	12 758
Impôts différés passifs	NOTE 9	8 811
Instruments dérivés passifs		1
TOTAL PASSIFS NON COURANTS		70 468
Passifs courants		
Provisions courantes	NOTE 7	3 406
Autres passifs financiers	NOTE 6	38 216
Fournisseurs	NOTE 3	34 659
Autres dettes	NOTE 3	32 136
Dettes d'impôt		528
Instruments dérivés passifs		-
TOTAL PASSIFS COURANTS		108 945
TOTAL PASSIF		419 639

Général

Edify SA (ci-après Edify) est une société d'investissement incorporée à Luxembourg le 16 septembre 2014 en vertu de la loi du Grand-Duché de Luxembourg sous la forme d'une société anonyme pour une durée illimitée. Le siège social de la société est situé au 6, boulevard d'Avranches, L-1160 Luxembourg.

Le numéro d'inscription de la société au Registre de Commerce et des Sociétés est le B190500.

Edify est cotée sur le marché Euro-MTF de la Bourse de Luxembourg.

Son portefeuille est constitué de participations majoritaires et minoritaires dans des ETI et PME industrielles, françaises, espagnole et suisse, à savoir Pellenc (matériels et outils électroportatifs pour la viticulture, l'oléiculture et les espaces verts), Zurflüh-Feller (accessoires et systèmes pour les volets roulants), Les Usines Métallurgiques de Vallorbe (outils abrasifs pour les industries bijoutière, horlogère, forestière, automobile et aéronautique), de Buyer (articles et ustensiles pour la cuisine et la pâtisserie), Gaviota-Simbac (composants et moteurs pour les stores et les volets roulants), Sirem (solutions motorisées pour la balnéothérapie, les piscines et les tanks à lait), La Buvette (matériels pour l'abreuvement et l'élevage animal) et Lacroix Emballages (emballages pour les produits laitiers solides).

Faits marquants

- Edify, ex-Somfy Participations, est née de la séparation des deux branches d'activité du groupe Somfy, Somfy Participations et Somfy Activités. Le 29 octobre 2014, les actifs de Somfy Participations, hormis les titres de CIAT et Faac, ont été apportés à la société anonyme de droit luxembourgeois Edify, créée le 16 septembre 2014 pour les besoins de l'opération.
- Le premier exercice comptable d'Edify recouvre donc une période de 15 mois et demi, avec un bilan d'ouverture établi au 31 octobre 2014, date de clôture du mois de réalisation des apports.
- Dans le cadre du bilan d'ouverture, les écarts d'acquisition positifs, déterminés sur les participations issues de l'apport, ont été imputés dans les réserves pour un montant total de 34,2 M€ selon une option permise par le référentiel comptable luxembourgeois. Les écarts d'acquisition

négatifs ont été comptabilisés en résultat au niveau des produits et charges opérationnels non courants, pour 7,9 M€.

- Le 12 décembre 2014, suite à un accord conclu le 24 septembre 2014, Edify a racheté la nue-propriété de 51,36 % des titres de Pellenc SA.
- En date du 17 décembre 2014, Edify a procédé à une réduction de ses fonds propres de 10,0 M€ se décomposant en une annulation de 200 620 actions propres de 1 € chacune et une réduction de prime d'émission de 9 830 380 €.
- Le 19 décembre 2014, Edify a réalisé son introduction sur le marché luxembourgeois Euro MTF.
- Le 23 juin 2015, Edify a obtenu un financement de 63 M€ arrangé par le groupe Crédit Mutuel-CIC. L'objectif de l'opération était de contribuer au financement de sa stratégie d'investissements à long terme.
- Le 8 juillet 2015 Edify a fait l'acquisition de 100 % des parts des sociétés de Buyer Industries et de Buyer.com. de Buyer, groupe familial créé en 1830, est spécialisé dans la fabrication et le négoce d'articles et ustensiles de cuisine et de pâtisserie (poêles, casseroles, mandolines, élastomoules...) à destination des professionnels et particuliers avertis.
- Le 8 octobre 2015, Zurflüh-Feller a fait l'acquisition de 100 % des parts de la société Profilmar, spécialisée dans les accessoires et profilés pour rideaux métalliques.

Événements post-clôture

Il n'y a pas d'événements post-clôture à mentionner.

Annexes aux documents comptables consolidés

NOTE I — PRINCIPES COMPTABLES

1. COMPTES CONSOLIDÉS – BASE DE PRÉPARATION

Les états financiers consolidés sont présentés en milliers d'euros et toutes les valeurs sont arrondies au millier le plus proche sauf indication contraire.

Les états financiers sont établis selon le principe du coût historique.

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers d'Edify et de ses participations (ci-après le Groupe) au 31 décembre de chaque année. Les états financiers des filiales sont préparés sur la même période de référence que ceux de la société mère et sur la base de méthodes comptables homogènes.

Exceptionnellement, les comptes consolidés du Groupe, pour le premier exercice clos le 31 décembre 2015, recouvrent une période de 15 mois et demi pour la société Edify avec un contributif des filiales issues de l'apport (cf. « Faits Marquants ») sur 14 mois.

Toutes les sociétés arrêtent leurs comptes au 31 décembre. Les comptes consolidés du Groupe au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2015 sont établis selon les lois et règlements applicables à cette date au Grand-Duché de Luxembourg. Toutefois, pour des raisons de comparabilité future, et s'agissant de son premier exercice, le Groupe a choisi d'appliquer par anticipation la présentation du bilan et du compte de résultat prévue par la loi et le règlement grand-ducal du 18 décembre 2015, entrés en vigueur au 1^{er} janvier 2016. Toutes les autres dispositions de cette nouvelle loi n'ont pas été appliquées par anticipation.

2. MÉTHODES DE CONSOLIDATION

Les méthodes de consolidation dépendent du type de contrôle de l'entité mère sur sa filiale :

Contrôle exclusif, lorsque la société mère :

- détient la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés d'une entreprise,
- a le droit de nommer ou de révoquer la majorité des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance d'une entreprise et est en même temps actionnaire ou associé de cette entreprise, ou

- est actionnaire ou associé d'une entreprise et contrôle seule, en vertu d'un accord conclu avec d'autres actionnaires ou associés de cette entreprise, la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés de celle-ci.

Contrôle conjoint, lorsque la société mère comprise dans la consolidation dirige conjointement avec une ou plusieurs entreprises non comprises dans la consolidation, une autre entreprise.

Influence notable, lorsque la société mère exerce une influence notable sur la gestion et la politique financière de la filiale. La société mère est présumée avoir une influence notable sur une autre entreprise lorsqu'elle détient au moins 20 % de ses droits de vote.

Les sociétés sous contrôle exclusif sont intégrées globalement. Les sociétés sous contrôle conjoint sont intégrées proportionnellement. Les sociétés sous influence notable sont mises en équivalence.

3. JUGEMENTS ET ESTIMATIONS

L'établissement de comptes consolidés conduit la Direction à effectuer des estimations et à formuler des hypothèses qui affectent la valeur comptable de certains éléments d'actifs et de passifs, de produits et de charges, ainsi que les informations données dans certaines notes de l'annexe. Ces hypothèses ayant par nature un caractère incertain, les réalisations pourront s'écarter de ces estimations. La Direction revoit régulièrement ses estimations et appréciations de manière à prendre en compte l'expérience passée et à intégrer les facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques.

Les principales rubriques des états financiers qui peuvent faire l'objet d'estimations sont les suivantes :

- la dépréciation des écarts d'acquisition et des actifs incorporels et corporels dont l'évaluation repose notamment sur des hypothèses de flux de trésorerie futurs, des taux d'actualisation, des valeurs terminales,
- les engagements de retraite dont l'évaluation se fonde sur un certain nombre d'hypothèses actuarielles,
- les provisions pour risques et charges,
- les impôts différés actifs.

Dans le cadre de l'élaboration de ces comptes consolidés annuels, les jugements effectués par la Direction ainsi que les principales hypothèses retenues ont été mis à jour des derniers indicateurs retenus pour l'arrêté des comptes au 31 décembre 2015.

Au 31 décembre, le Groupe revoit ses indicateurs de performance et procède, le cas échéant, à des tests de dépréciation s'il existe un quelconque indice qu'un actif puisse avoir subi une perte de valeur.

Les états financiers reflètent les meilleures estimations, sur la base des informations disponibles à la date d'arrêté des comptes.

4. TEST DE PERTE DE VALEUR

À chaque clôture, le Groupe détermine s'il y a un indice de perte de valeur durable d'un actif, en s'assurant que la valeur nette comptable de l'actif n'excède pas sa valeur recouvrable. Sa valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur, diminuée des coûts de vente, et sa valeur d'utilité.

Si la valeur recouvrable est supérieure à la valeur nette comptable de l'actif à la clôture de la période, aucune dépréciation n'est constatée.

Si, au contraire, cette valeur est inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation de la différence est constatée en compte de résultat.

La juste valeur diminuée des coûts de vente est le montant qui peut être obtenu de la vente d'un actif lors d'une transaction dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes, diminué des coûts de sortie.

La valeur d'utilité est déterminée à partir des flux de trésorerie, estimés sur la base des plans ou budgets sur cinq ans maximum, les flux étant au-delà extrapolés par application d'un taux d'évolution constant ou décroissant, et actualisés en retenant des taux du marché à long terme après impôt, qui reflètent les estimations du marché de la valeur temps de l'argent et les risques spécifiques des actifs. Dans certains cas, les flux de trésorerie sont estimés sur des durées plus longues. Une justification en est alors fournie.

Pour les actifs incorporels (hors écarts d'acquisition) et corporels à durée de vie définie, une perte de valeur comptabilisée précédemment est reprise s'il y a eu un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable de l'actif depuis la dernière comptabilisation d'une perte de valeur. Si tel est le cas, la valeur comptable de l'actif est augmentée à hauteur de sa valeur recouvrable. L'impact est comptabilisé dans le compte de résultat. Les dépréciations des écarts d'acquisition ne peuvent être reprises.

5. COMPTABILISATION DES OPÉRATIONS EN DEVISES DANS LES COMPTES INDIVIDUELS DES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES

Les comptes consolidés au 31 décembre 2015 ont été établis en euros.

Lors de leur comptabilisation initiale, les transactions en devises étrangères sont converties au taux de change en vigueur à la date de l'opération.

À chaque clôture, dans les comptes individuels :

- les éléments non-monétaires exprimés en devises, comptabilisés au bilan, sont maintenus au taux historique,
- les éléments monétaires exprimés en devises, comptabilisés au bilan, sont convertis au taux de clôture.

Les différences de change qui en résultent sont enregistrées au compte de résultat, exceptés les gains de change latents.

6. CONVERSION DES COMPTES DES FILIALES ÉTRANGÈRES

Les états financiers des sociétés du Groupe dont la monnaie est différente de celle de la société mère sont convertis en euros :

- les actifs et passifs, y compris les écarts d'acquisition, sont convertis en euros, au taux de change en vigueur à la date de clôture,
- les produits et charges sont convertis au taux de change moyen de la période tant que celui-ci n'est pas remis en cause par des évolutions significatives des cours,
- les écarts de conversion qui en découlent sont comptabilisés directement dans les capitaux propres.

Les différences de change latentes, ayant trait à des éléments monétaires faisant partie intégrante de l'investissement net dans les filiales étrangères, sont inscrites en écarts de conversion en capitaux propres jusqu'à la cession de l'investissement, date à laquelle elles sont reconues en résultat.

Aucune filiale significative du Groupe n'est située dans un pays dont l'économie est hyper inflationniste.



7. DISTINCTION COURANT / NON COURANT

Le bilan est présenté en distinguant les éléments courants (actifs et passifs à court terme) des éléments non courants (actifs et passifs à long terme).

Le résultat opérationnel se compose d'éléments courants et non courants. Les éléments non courants sont de nature extraordinaire et classés sur une ligne spécifique du compte de résultat : « Autres produits et charges opérationnels non courants », après le Résultat Opérationnel Courant (cf. Note 3.2).

8. DÉFINITION DES PRINCIPAUX AGRÉGATS

EBITDA : Earnings Before Interest, Taxes, Depreciation and Amortization – Résultat Opérationnel Courant avant amortissements et dépréciations, et provisions courantes.

EBITA : Earnings Before Interest, Taxes and Amortization – Résultat Opérationnel Courant avant amortissement des actifs incorporels alloués dans le cadre d'acquisition.

EFN : Endettement Financier Net.

Il correspond à la différence entre les actifs et les passifs financiers.

Il tient compte notamment des créances obligataires non cotées, émises par certaines participations ou entités proches, ainsi que des compléments de prix sur les acquisitions, des dettes afférentes aux options accordées aux actionnaires minoritaires des sociétés intégrées globalement et des différés de règlement à caractère financier.

Il ne tient pas compte des titres de participations non contrôlés, des obligations convertibles, des dépôts & cautionnements et des subventions d'État (cf. Note 6.4).

9. CHANGEMENT DE MÉTHODES ET D'ESTIMATIONS COMPTABLES

Les changements de méthodes ou d'estimations comptables, font l'objet d'une note incluant la nature du changement et son impact sur les comptes annuels.

NOTE 2 — PÉRIMÈTRE

SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES AU 31 DÉCEMBRE 2015

Raison sociale	Siège	% de contrôle 31/12/2015	% d'intérêt 31/12/2015
Edify SA	Luxembourg (Luxembourg)	(mère)	(mère)
SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES PAR INTÉGRATION GLOBALE			
Financière Développement SAS	Ferney Voltaire (France)	100,00	100,00
de Buyer Industries SAS	Val d'Ajol (France)	100,00	100,00
de Buyer.com SAS	Val d'Ajol (France)	100,00	100,00
de Buyer Inc.	Los Angeles (États-Unis)	100,00	100,00
Financière Nouveau Monde SA	Miribel (France)	100,00	94,48
Sirem SAS	Miribel (France)	100,00	94,48
Aqua System Design SAS	Miribel (France)	100,00	94,48
Sirem Immobilier SNC	Miribel (France)	100,00	94,48
Aswell SAS	Miribel (France)	50,00	47,24
Sodim (cession en 2015)	Pagny le Château (France)	-	-
Provence Nouveau Monde SAS	Ferney Voltaire (France)	100,00	100,00
Pellenc SA	Pertuis (France)	100,00	100,00
Pellenc America	Santa Rosa (États-Unis)	100,00	100,00
Pellenc Australia	Adelaïde (Australie)	100,00	100,00
Pellenc China Co Ltd	Dongguan (Chine)	100,00	100,00
Pellenc Languedoc Roussillon SARL	Lézignan (France)	100,00	65,00
Pellenc Maroc	Marrakech (Maroc)	100,00	100,00
Pellenc Slovensko	Nové Mesto (Slovaquie)	100,00	100,00
Pellenc Sud America	Santiago (Chili)	100,00	100,00
Pellenc Ibérica	Jaen (Espagne)	100,00	79,60
Pellenc Italia	Colle Val d'Elsa (Italie)	100,00	99,48
Pellenc Deutschland	Kappelrodeck (Allemagne)	100,00	100,00
Pellenc Honk Kong Ltd	Honk Kong	100,00	100,00
Sofonlec SCI	Perpignan (France)	100,00	65,00
Pellenc Bordeaux Charentes	Saint Laurent de Medoc (France)	100,00	100,00
PERA - Pellenc SA	Florensac (France)	100,00	100,00
Pellenc Bâtiments	Pertuis (France)	100,00	99,00
Pellenc South Africa	Paarl (Afrique du Sud)	100,00	100,00
Pellenc HD SAS	Igé (France)	100,00	100,00
FDS Financière Développement Suisse SA	Vallorbe (Suisse)	100,00	87,78
Usines Metallurgiques de Vallorbe SA	Vallorbe (Suisse)	100,00	68,72
NMP SAS	Cluses (France)	100,00	99,83
Zurflüh-Feller Holding SAS	Autechaux Roide (France)	100,00	99,83
Zurflüh-Feller SAS	Autechaux Roide (France)	100,00	99,83
CERF EURL	Autechaux Roide (France)	100,00	99,83
Profilinvest SAS	Marseille (France)	100,00	99,83
Profilmar SAS	Marseille (France)	100,00	99,83
Profilinnov	Maracineni (Roumanie)	100,00	99,83
Financière du Jura SAS	Ferney Voltaire (France)	100,00	100,00

SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES AU 31 DÉCEMBRE 2015 (Suite)

Raison sociale	Siège	% de contrôle 31/12/2015	% d'intérêt 31/12/2015
SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES PAR INTÉGRATION PROPORTIONNELLE			
Gaviota Simbac, SL	Alicante (Espagne)	46,50	46,50
Gaviota SpA	Megazzo (Italie)	46,50	46,50
Gaviota Simbac, SL Sucursal Portugal	Sintra (Portugal)	46,50	46,50
Gaviota Simbac Middle East, SAL	Zouk Mosbeh (Liban)	46,50	23,25
Gaviota Simbac America SA	Santo Domingo (République Dominicaine)	46,50	39,53
Gaviota Simbac Mexico, SA de CV	Mexico (Mexique)	46,50	46,04
Gaviota Simbac Marruecos, SARL	Nador (Maroc)	46,50	46,50
Gaviota Simbac Eastern Europe, SRL	Bucarest (Roumanie)	46,50	23,25
Huella Platina, SA	Montevideo (Uruguay)	46,50	41,85
Toldos y Persianas de Gaviota, SA	Barrio La Sonrisa (Uruguay)	46,50	46,50
Gaviota Revolution SRLU	Alicante (Espagne)	46,50	23,25
Gaviota Brasil, SA	Sao Paulo (Brésil)	46,50	46,50
Gaviota Central Europe s.r.o.	Trnava (Slovaquie)	46,50	46,50
Persianas y Toldos Europeos sa cv	México (Mexique)	46,50	46,50
Gaco Aluminium Solution SAS	Bogota (Colombie)	46,50	46,50
Bandalux Uruguay SA	Rivera (Uruguay)	46,50	46,50
Vista Sublime	Montevideo (Uruguay)	46,50	46,50
Nordalur	Montevideo (Uruguay)	46,50	23,25
Gaviota France SAS	Perpignan (France)	46,50	46,50
Gaviota USA LLC	Wilmington (États-Unis)	46,50	46,50
FilPel Bobinas	Barbastro (Espagne)	50,00	50,00
Volentieri Pellenc	Poggibonsi (Italie)	50,00	50,00
SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES PAR MISE EN ÉQUIVALENCE			
Sofilab 4 SAS	Tournes (France)	25,00	25,00
ACT Vinicole	Laverune (France)	49,00	49,00
Aceper SL	Ourense (Espagne)	16,83	16,83
Masventava	Ourense (Espagne)	16,20	16,20
Inversiones	Ourense (Espagne)	16,20	16,20

NOTE 3 – DONNÉES LIÉES À L'ACTIVITÉ

1. CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires est constitué par l'ensemble des produits des activités ordinaires des sociétés intégrées.

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs iront au Groupe et que ces produits peuvent être évalués de façon fiable.

Les produits des activités ordinaires sont constatés à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir. Les ventes de biens sont comptabilisées lors de leur livraison au client final.

Compte tenu de l'activité d'Edify (société d'investissement avec des participations intervenant dans des secteurs d'activités très variés), une décomposition du chiffre d'affaires du Groupe par catégorie et par zone géographique n'est pas pertinente et n'est donc pas présentée.

Le chiffre d'affaires du Groupe sur 15 mois s'élève à 381,3 M€ au 31 décembre 2015.

Les autres produits de l'activité s'élèvent à 6,8 M€ et comportent le Crédit d'Impôt Recherches à hauteur de 3,0 M€.

2. AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS NON COURANTS

Pour rappel, le Résultat Opérationnel Courant reflète la performance de l'entreprise et est défini par la différence entre :

- le résultat opérationnel comprenant l'ensemble des charges et des produits, à l'exception de celles et ceux qui proviennent des activités financières, des sociétés mises en équivalence et de l'impôt,
- et des autres charges et produits opérationnels non courants.

Les amortissements des actifs incorporels alloués dans le cadre des regroupements d'entreprises sont comptabilisés dans le Résultat Opérationnel Courant.

Les autres charges et produits opérationnels non courants correspondent donc aux éléments exceptionnels, inhabituels, anormaux et peu fréquents et particulièrement significatifs, qui seraient de nature à fausser la lecture de la performance consolidée du Groupe. Ils intègrent notamment des plus ou moins-values sur cessions d'actifs, des coûts de restructuration et des provisions qui seraient de nature à perturber la lisibilité du Résultat Opérationnel Courant.

En milliers d'euros	31/12/2015 15 mois
Écarts d'acquisition négatifs (cf Note 4)	7 856
Dotation/reprise sur provisions non courantes	-89
Autres éléments non courants	-1 109
<i>Produits non courants</i>	339
<i>Charges non courantes</i>	-1 449
Autres produits et charges opérationnels non courants	6 658

3. STOCKS

Les stocks sont évalués au coût de revient, déterminé selon la méthode du coût unitaire moyen pondéré.

Les stocks et en-cours sont dépréciés lorsque leur valeur probable de réalisation est inférieure à leur valeur comptable. La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Dans le cadre du processus de consolidation, la valeur des stocks au bilan consolidé exclut les profits internes réalisés lors de la vente des produits entre deux sociétés du Groupe, si ces produits figurent toujours en stock dans une société du Groupe à la date de clôture.

En milliers d'euros	31/12/2015
Valeurs brutes	
Matières premières et autres approvisionnements	64 996
Produits finis et marchandises	61 770
TOTAL	126 766
Dépréciations	-14 756
Valeurs nettes	112 010

4. CLIENTS ET FOURNISSEURS

Les créances clients et les dettes fournisseurs sont valorisées à leur valeur nominale. Une correction pour dépréciation est constatée pour les créances dont le recouvrement paraît compromis.

En milliers d'euros	31/12/2015
Créances clients brutes	76 006
Dépréciations	-4 734
Créances clients nettes	71 272

Le poste fournisseurs s'élève à 34 659 k€.

5. AUTRES CRÉANCES ET DETTES COURANTES

Autres créances courantes

En milliers d'euros	31/12/2015
Valeurs brutes	
Créances sur le personnel	141
Autres taxes (dont TVA)	6 939
Charges constatées d'avance	1 524
Autres créances	608
TOTAL	9 212

Autres dettes courantes

En milliers d'euros	31/12/2015
Dettes sociales	21 562
Dettes fiscales	7 033
Produits constatés d'avance	1 575
Fournisseurs d'immobilisations	369
Autres	1 597
TOTAL	32 136

NOTE 4 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

1. ÉCARTS D'ACQUISITION

Lors d'une entrée dans le périmètre de consolidation, les actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité acquise sont évalués à la juste valeur déterminée à la date d'acquisition.

Un écart d'acquisition est calculé par différence entre la somme des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité acquise évalués individuellement à leur juste valeur et la contrepartie transférée (coût global d'acquisition) évaluée à la juste valeur des actifs remis.

L'écart d'acquisition résultant de la différence entre le prix d'acquisition et la valeur de l'actif net ré-estimé à la date d'acquisition est traité de la manière suivante :

- l'écart d'acquisition positif (goodwill) est comptabilisé en tant qu'actif incorporel amortissable,
- l'écart d'acquisition négatif (badwill) est comptabilisé au compte de résultat si à la date d'acquisition, il correspond :
 - à la prévision d'une évolution défavorable des résultats futurs de l'entreprise concernée,
 - à la prévision de charges qu'elle occasionnera,
 - à une plus-value réalisée.

Dans les autres cas, il est comptabilisé en provisions pour risques et charges.

L'écart d'acquisition n'est pas alloué aux parts minoritaires. En contrepartie, les ajustements de juste valeur des actifs et passifs identifiables (écarts d'évaluations) sont répartis entre la part du Groupe et celle des minoritaires.

L'écart d'acquisition positif est généralement amorti sur cinq ans. Il peut être amorti sur une période supérieure à cinq ans sans dépasser la durée d'utilisation prévue de cet actif. Lorsqu'il est fait usage de cette faculté il en est fait mention dans l'annexe avec une indication des motifs. Les dépréciations des écarts d'acquisition ne peuvent être reprises.

Les goodwill, déterminés dans le cadre du bilan d'ouverture sur les participations issues de l'apport réalisé le 29 octobre 2014, ont été immédiatement déduits des réserves du Groupe, pour une valeur totale de 34,2 M€ selon une option permise par le référentiel comptable luxembourgeois. Les badwill ont quant à eux été comptabilisés en totalité en résultat, au niveau des produits et charges opérationnels non courants, sur l'exercice 2015 pour une valeur de 7,9 M€ (cf. Note 3.2).

Écarts d'acquisition

En milliers d'euros	Valeur
Au 31 octobre 2014 (Bilan d'ouverture)	-
Incidence des variations de périmètre	17 937
Incidence des variations du cours de change	-37
Autres mouvements	-
Amortissement	-1 094
Au 31 décembre 2015	16 806

Sur l'exercice 2015, deux principales entrées de périmètre ont eu lieu. Le goodwill résiduel de de Buyer, après affectation à la marque et à la clientèle (cf. Note 4.2), s'élève à 13,1 M€ et est amorti sur 5 ans.

Le goodwill lié à l'acquisition de Profilmar s'élève quant à lui à 4,4 M€ et est également amorti sur cinq ans.

2. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les actifs incorporels acquis par le Groupe sont comptabilisés au coût d'acquisition ou au coût de revient, minoré des amortissements cumulés et des pertes de valeurs éventuelles. Chaque actif fait l'objet d'un test de dépréciation s'il y a un indice de perte de valeur durable.

Les immobilisations incorporelles comprennent principalement :

- les frais d'établissement qui sont retraités dans les comptes consolidés pour être éliminés et considérés comme des charges de l'exercice,

- les logiciels qui sont évalués à leur coût d'acquisition, et sont amortis selon la méthode linéaire, en fonction de leur durée d'utilisation prévue (3-5 ans),
- les brevets, dont seuls les brevets acquis et les frais de dépôts y afférents sont activés. Les brevets sont amortis linéairement sur leur durée de protection juridique (10-15 ans),
- les frais de renouvellement des brevets qui sont constatés en charges de l'exercice,
- les frais de développement qui sont immobilisés sous plusieurs conditions :
 - ils doivent correspondre aux dépenses engagées par l'entreprise dans ce domaine pour son propre compte ;
 - ils doivent offrir des chances raisonnables de réussite technique et de rentabilité commerciale ;
 - il est probable que l'entité bénéficiera des avantages économiques futurs correspondants ;
 - son coût, ou sa valeur, peut être évalué avec une fiabilité suffisante.

Les dépenses de développement engagées pour le compte d'un client ne sont pas immobilisées et sont inscrites parmi les charges de l'exercice.

Les frais de développement sont en général amortis sur cinq ans à partir de la date de leur inscription à l'actif.

Les coûts ultérieurs sont généralement constatés en charges de l'exercice.

En cas d'échec d'un projet, les frais de développement correspondants doivent immédiatement faire l'objet d'un amortissement intégral.

Les frais de recherche sont inscrits parmi les charges de l'exercice :

- les marques sont évaluées et portées à l'actif du bilan dans le cadre d'acquisitions. Ces actifs incorporels sont à durée de vie indéfinie et font l'objet de tests de dépréciation quand des événements ou des changements de circonstances indiquent qu'ils se sont dépréciés (indices de perte de valeur). En l'absence de dépôt, la marque n'est pas immobilisée et les frais engagés sont comptabilisés en compte de résultat,
- la relation clientèle, valorisée en actif incorporel, représente la valeur du portefeuille clients de la société à la date d'acquisition. Cette valeur est déterminée à partir de la rentabilité future dégagée par les principaux clients de la société actuellement en portefeuille, en tenant compte d'un taux de perte de clients, taux déterminé à partir des données historiques de la société. La rentabilité dégagée par ces clients est mesurée à partir de la performance financière attendue de la société en termes de marge d'EBITA, à laquelle sont déduits les impôts, le financement des autres actifs (corporels et marque) et du besoin en fond de roulement.

Immobilisations incorporelles

En milliers d'euros	Actifs incorporels alloués	Frais de développement	Brevets et marques	Logiciels	Autres	En-cours et avances	Total
Valeur brute au 31 octobre 2014 (Bilan d'ouverture)	-	1 351	716	3 672	906	417	7 062
Acquisitions	-	52	16	485	246	422	1 221
Cessions	-	-13	-	-277	-123	-	-413
Incidence des variations du cours de change	-	1	-	136	-20	-	116
Incidence des variations de périmètre	10 100	19	1 649	3 084	741	-	15 592
Autres mouvements	-	671	-	37	-	-708	-
Au 31 décembre 2015	10 100	2 080	2 381	7 137	1 749	130	23 578
Amortissement cumulé au 31 octobre 2014 (Bilan d'ouverture)	-	-979	-297	-3 292	-230	-	-4 799
Dotations aux amortissements de la période	-193	-268	-34	-528	-262	-	-1 286
Cessions	-	13	-	275	5	-	293
Incidence des variations du cours de change	-	-	-	-137	1	-	-135
Incidence des variations de périmètre	-	-16	-1 196	-2 286	-165	-	-3 663
Autres mouvements	-	-	-	-	-	-	-
Au 31 décembre 2015	-193	-1 249	-1 527	-5 969	-652	-	-9 590
VALEUR NETTE AU 31 DÉCEMBRE 2015	9 907	831	854	1 167	1 098	130	13 988

Dans le cadre de l'acquisition de de Buyer, une partie du goodwill a été allouée à la marque (4,3 M€) et à la relation clientèle (5,8 M€), amortie sur dix ans. Les frais de développement représentent 2,1 M€ en valeur brute et 0,8 M€ en valeur nette au 31 décembre 2015.

3. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Hors regroupement d'entreprises, les immobilisations corporelles sont inscrites à leur coût d'acquisition ou à leur coût de revient.

Les immobilisations corporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont comptabilisées à leur juste valeur séparément du goodwill.

Les coûts d'entretien courants sont constatés en charge de l'exercice.

La valeur d'une immobilisation dont l'utilisation est limitée dans le temps est amortie sur sa durée d'utilisation. L'amortissement se fait sur la valeur comptable du bien et ne prend pas en compte de valeur résiduelle.

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire en fonction des durées d'utilisation ci-après :

- constructions : 20 à 40 ans,
- agencement et installations : 10 à 20 ans,
- matériels et outillages industriels : 5 à 10 ans,
- véhicules : 3 à 5 ans,
- mobilier : 4 à 10 ans.

Une correction pour dépréciation est constatée à chaque fois qu'une immobilisation a une valeur inférieure à celle inscrite au bilan et que cette diminution de valeur aura un caractère durable. Une immobilisation corporelle est décomptabilisée lors de sa sortie.

Immobilisations corporelles

En milliers d'euros	Terrains	Constructions	Installations techniques, matériel et outillage	Autres	En-cours et avances	Total
Valeur brute au 31 octobre 2014 (Bilan d'ouverture)	3 450	24 434	101 975	5 890	7 385	143 134
Acquisitions	982	5 974	8 401	1 654	12 705	29 716
Cessions	-	-748	-5 167	-827	-	-6 742
Incidence des variations du cours de change	-10	1 653	2 559	88	789	5 078
Incidence des variations de périmètre	4 264	40 128	23 752	10 803	2 042	80 989
Autres mouvements	172	7 284	8 739	123	-16 317	-
Au 31 décembre 2015	8 856	78 726	140 259	17 731	6 604	252 176
Amortissement cumulé au 31 octobre 2014 (Bilan d'ouverture)	-625	-15 257	-79 772	-4 509	-	-100 164
Dotations aux amortissements de la période	-283	-3 165	-8 336	-1 425	-	-13 210
Cessions	-	503	4 442	706	-	5 651
Incidence des variations du cours de change	-	-1 240	-2 071	-90	-	-3 401
Incidence des variations de périmètre	-664	-13 182	-18 080	-7 552	-	-39 477
Autres mouvements	-	-425	284	141	-	-
Au 31 décembre 2015	-1 572	-32 767	-103 532	-12 729	-	-150 601
VALEUR NETTE AU 31 DÉCEMBRE 2015	7 284	45 959	36 727	5 001	6 604	101 575

Les variations de périmètre concernent principalement le sous-groupe Pellenc, consolidé par intégration globale à partir du 31 décembre 2014.

4. CONTRATS DE LOCATION

Les contrats sont classés comme des contrats de location-financement lorsque le contrat de bail est assorti d'une option d'achat. Les actifs financés dans le cadre de contrats de location-financement sont principalement constitués de biens immobiliers. Ils sont inscrits, dès le commencement du contrat, en immobilisations corporelles, au plus bas de la juste valeur des biens loués et de la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location.

Les immobilisations acquises via des contrats de location-financement sont amorties selon les mêmes durées que celles décrites précédemment si le Groupe estime qu'il obtiendra la propriété de l'actif au terme du contrat.

Dans le cas contraire, l'actif est déprécié sur la base de la durée la plus courte entre la durée d'utilisation de l'actif et la durée du contrat.

Les contrats sont qualifiés de location opérationnelle lorsque la location n'est pas assortie d'une option d'achat. En revanche, des services complémentaires tels que l'entretien des biens loués sont souvent compris dans une convention de location opérationnelle.

Les sommes versées au titre des locations opérationnelles sont enregistrées en charges de la période, à compter de la prise d'effet du contrat (et non de la date de début d'utilisation du bien).

Contrats de location				
En milliers d'euros	Terrains	Constructions	Installations techniques, matériel et outillage	Total
Valeur brute au 31 octobre 2014 (Bilan d'ouverture)	1 114	4 723	20 067	25 904
Acquisitions	1	6 336	3 128	9 465
Cessions	-	-304	-71	-375
Incidence des variations du cours de change	-	-	138	138
Incidence des variations de périmètre	-44	237	912	1 105
Autres mouvements	-	-	-	-
Au 31 décembre 2015	1 071	10 992	24 174	36 238
Amortissement cumulé au 31 octobre 2014 (Bilan d'ouverture)	-125	-1 420	-14 087	-15 632
Dotations aux amortissements de la période	-28	-383	-1 674	-2 084
Cessions	-	128	57	185
Incidence des variations du cours de change	-	-	-55	-55
Incidence des variations de périmètre	-	-247	-429	-677
Autres mouvements	-	-	-	-
Au 31 décembre 2015	-153	-1 922	-16 188	-18 262
SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES AU 31 DÉCEMBRE 2015	918	9 070	7 987	17 975

NOTE 5 – CAPITAUX PROPRES

1. PRINCIPALES VARIATIONS SUR LES FOND PROPRES

En milliers d'euros	
Capitaux Propres Edify SA (Bilan d'ouverture)	253 031
Réduction de capital suite au rachat d'actions propres	-10 031
Goodwill imputés dans les réserves	-34 220
Résultat exercice de 14 mois	15 941
Écarts de conversion	2 591
Divers	127
Capitaux Propres part Groupe	227 439
Intérêts minoritaires	12 788
TOTAL CAPITAUX PROPRES	240 227

Au 31 décembre 2015, le capital souscrit d'Edify s'élève à 4,86 M€ et est représenté par 4,86 M d'actions d'une valeur nominale de 1€ chacune, intégralement libérées.

Pour rappel, les goodwill déterminés dans le cadre du bilan d'ouverture pour les participations issues de l'apport réalisé le 29 octobre 2014 ont été immédiatement déduits des réserves (cf. Note 4.1).

2. ACTIONS PROPRES

Edify possède des actions propres en vue d'assurer l'animation de l'action par l'intermédiaire d'un prestataire de service d'investissement au travers d'un contrat de liquidité.

Les actions propres sont comptabilisées à l'actif du bilan en tant que Valeurs Mobilières de Placement.

Au 31 décembre 2015, le Groupe possède 0,1 M€ d'actions propres détenues dans le cadre d'un contrat de liquidité. Conformément à la loi luxembourgeoise concernant les sociétés commerciales, Edify a constitué une réserve indisponible pour un montant identique.

NOTE 6 – ÉLÉMENTS FINANCIERS

1. RÉSULTAT FINANCIER

Le résultat financier est composé de :

- coût de l'endettement net constitué de l'ensemble des résultats produits par les éléments constitutifs de l'endettement ou de l'excédent financier net pendant la période, y compris les résultats de couverture de taux,
- écarts actuariels liés aux éléments financiers (notamment changements de taux d'actualisation, taux de rendement...) (cf. Note 8),
- autres produits et charges financiers constitués des produits et des charges de nature financière et non opérationnelle et qui ne font pas partie du coût de l'endettement net.

En milliers d'euros	31/12/2015 15 mois
Coût de l'endettement financier net	-2 031
<i>Produits financiers liés aux placements</i>	<i>1 314</i>
<i>Charges financières liées à l'endettement</i>	<i>-3 345</i>
Effets de change	-531
Charges financières liées aux écarts actuariels	-1 925
Autres produits et charges financiers	-1 068
Résultat financier	-5 555

2. ACTIFS FINANCIERS

Les actifs financiers sont initialement comptabilisés au prix d'acquisition ou au coût de revient. Ils sont réévalués à la date de clôture du bilan pour leur valeur d'inventaire. La valeur comptable et la valeur d'inventaire sont comparées et une correction pour dépréciation est obligatoirement constatée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur de l'immobilisation financière.

En milliers d'euro	31/12/2015
Titres de participations non contrôlés	9 897
Créances obligataires non cotées convertibles en actions	555
Prêts	210
Autres	2 004
Actifs financiers non courants & courants	12 666
Exigibles dans le délai d'1 an	232
Actifs financiers non courants	12 434

La rubrique « Autres » concerne essentiellement les dépôts et cautionnements.

3. AUTRES PASSIFS FINANCIERS

Lors de leur comptabilisation initiale, les emprunts et les autres dettes porteuses d'intérêts sont évalués à leur valeur nominale. Leur évaluation ultérieure se fait à la valeur de remboursement.

Les frais et primes d'émission d'emprunts sont comptabilisés à l'actif et sont amortis sur la durée de vie de l'emprunt. Les intérêts sur emprunts sont comptabilisés en charges de l'exercice.

Montant global des dettes

En milliers d'euros	31/12/2015
Emprunts auprès des établissements de crédit	63 312
Crédits-bails	14 537
Emprunts et dettes financières divers	6 597
Passifs financiers non courants & courants	84 446
Exigibles dans le délai d'1 an	38 216
Passifs financiers non courants	46 230

Covenants

Au 31 décembre 2015, Edify dispose d'autorisations d'emprunts à moyen terme (lignes de crédit confirmées) totalisant 63 millions d'euros auprès de cinq établissements bancaires (non utilisées au 31 décembre 2015). La mise à disposition de ces financements par les établissements de crédit est soumise à l'engagement pris par Edify de respecter deux covenants financiers (dettes financières nettes sociales/Actif Net Réévalué et dettes financières nettes élargies/Actif Net Réévalué élargi). Edify respecte l'ensemble des covenants au 31 décembre 2015.

En revanche, Sirem ne respecte pas ses covenants à la clôture 2015. La dette a été maintenue en passif financier courant et un accord avec les banques est en cours de négociation.

4. ANALYSE DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

L'Endettement Financier Net correspond à la différence entre les actifs et les passifs financiers. Il tient compte notamment des créances obligataires non cotées, émises par certaines participations ou entités proches, ainsi que des compléments de prix sur les acquisitions, des dettes afférentes aux options accordées aux actionnaires minoritaires des sociétés intégrées globalement et des différends de règlement à caractère financier. Il ne tient pas compte des titres de participations non contrôlés, des obligations convertibles, des dépôts & cautionnements et des subventions d'État. La trésorerie correspond aux soldes bancaires (actifs et découverts bancaires) et aux liquidités en caisse. Les équivalents de trésorerie sont principalement des OPCVM qui correspondent à des placements à court terme, très liquides, facilement convertibles

en un montant connu de trésorerie et soumis à un risque négligeable de changement défavorable de valeur.

En milliers d'euros	31/12/2015
Passifs financiers inclus dans l'Endettement Financier Net	80 746
Actifs financiers inclus dans l'Endettement Financier Net	232
Trésorerie et équivalents de trésorerie	57 588
Endettement Financier Net (hors dette d'Earn Out)	22 926
Dette Earn Out	3 700
Endettement financier total	26 626

NOTE 7 – PROVISIONS

Une provision est constituée lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé et que les sorties futures de liquidités peuvent être estimées de manière fiable.

La perte qui fait l'objet d'une provision doit se rapporter

5. INSTRUMENTS DE COUVERTURE

Les instruments dérivés sont comptabilisés en hors bilan sauf :

- lorsqu'ils ont une moins-value latente et dans ce cas une provision doit être constituée,
- lorsqu'il s'agit d'instruments de couverture qui viennent alors compenser leur sous-jacent.

À la clôture de l'exercice, le Groupe ne dispose pas d'instrument financier dérivé.

1. PROVISIONS NON COURANTES

En milliers d'euros	Provisions pour garantie	Provisions pour litiges	Provisions pour risques et divers	Total 2015
Bilan d'ouverture au 31 octobre 2014	-	534	309	843
Dotations	-43	51	-	8
Reprises utilisées	-	-68	-255	-323
Reprises non utilisées	-	-	-31	-31
Incidence des variations de change	17	-	-	17
Variation de périmètre	1 617	252	167	2 036
Autres mouvements	-	-	-	-
Au 31 décembre 2015	1 590	769	190	2 549

Les variations de périmètre concernent principalement le sous-groupe Pellenc, consolidé par intégration globale à partir du 31 décembre 2014.

2. PROVISIONS COURANTES

En milliers d'euros	Provisions pour garantie	Provisions pour litiges	Provisions pour risques et divers	Total 2015
Bilan d'ouverture au 31 octobre 2014	78	69	345	492
Dotations	966	10	1 031	2 007
Reprises utilisées	-	-	-170	-170
Reprises non utilisées	-	-79	-13	-92
Incidence des variations de change	-	-	-	-
Variation de périmètre	908	68	193	1 169
Autres mouvements	-	-	-	-
Au 31 décembre 2015	1 952	68	1 386	3 406

à un risque parfaitement identifié. Le risque étant inhérent à la notion d'entreprise il ne pourrait être constitué une provision pour couvrir des risques généraux.

Le montant de la provision doit être ensuite adapté en fonction de l'évolution du montant prévisible de la perte.

NOTE 8 – ÉLÉMENTS LIÉS AU PERSONNEL

1. EFFECTIF

L'effectif en fin de période est de 2 308 salariés (incluant 100 % des effectifs des entités intégrées proportionnellement ou achetées en cours d'année).

2. AVANTAGES DU PERSONNEL

Concernant les engagements en matière de retraite, le Groupe, se conformant à la réglementation et aux usages en vigueur dans chaque pays, participe à des régimes de retraite ou accorde des indemnités et avantages au départ des salariés. Un recensement de ces avantages accordés a été réalisé.

Dans quelques cas limités où ces dépenses ne peuvent être considérées comme rémunérant des services futurs, l'engagement à court terme qui en résulte est provisionné dans les comptes de l'exercice, dès que l'obligation à l'égard du salarié est probable ou certaine.

Les cotisations versées au titre des régimes qui sont analysés comme des régimes à cotisations définies, c'est-à-dire lorsque le Groupe n'a pas d'autre obligation que le paiement de cotisations, sont comptabilisées en charges de l'exercice.

Pour les régimes à prestations définies concernant les avantages postérieurs à l'emploi, les coûts des prestations sont estimés en utilisant la méthode des unités de crédit projetées.

Selon cette méthode, les droits à prestation sont affectés aux périodes de service en fonction de la formule d'acquisition des droits du régime, en prenant en compte un effet de linéarisation lorsque le rythme d'acquisition des droits n'est pas uniforme au cours des périodes de service ultérieures.

Les montants des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés sont évalués sur la base d'hypothèses d'évolution des salaires, d'âge de départ, de mortalité, puis ramenés à leur valeur actuelle sur la base des taux d'intérêt des obligations à long terme des émetteurs de première catégorie.

Ces régimes sont soit financés, leurs actifs étant alors gérés séparément et indépendamment de ceux du Groupe, soit non financés, leurs engagements faisant l'objet d'une dette sous la rubrique « Engagements envers le personnel ».

Les différents régimes à prestations définies sont les suivants :

- les régimes d'Indemnités de Fin de Carrière (IFC) pour l'ensemble des sociétés françaises en application des conventions collectives en vigueur,
- les régimes de retraite à prestations définies dans les filiales internationales.

L'intégralité des écarts actuariels nets d'impôts différés est reconnue immédiatement en résultat. Les écarts actuariels liés aux éléments financiers (notamment changements de taux d'actualisation, taux de rendement...) sont comptabilisés en résultat financier.

Le coût des services passés, désignant l'accroissement d'une obligation suite à l'introduction d'un nouveau régime ou d'une modification d'un régime existant, est comptabilisé immédiatement en charges.

Les charges relatives à ce type de régimes sont comptabilisées en charges de personnel et en charges financières.

Les réductions, les règlements et les coûts des services passés sont comptabilisés en Résultat Opérationnel Courant ou en « Autres produits et charges financiers » selon leur nature. La provision comptabilisée au bilan correspond à la valeur actualisée des engagements ainsi évalués, déduction faite de la juste valeur des actifs des régimes.

Les médailles du travail sont qualifiées comme étant des avantages à long terme octroyés aux salariés et sont provisionnées sur la base d'une évaluation actuarielle à chaque clôture.

En milliers d'euros	31/12/2015
Actifs de retraite (fonds)	2 539
Dettes de retraite et engagements assimilés	12 758
Engagement Net	10 219

Les principaux engagements de retraite se retrouvent dans les filiales françaises et suisse pour lesquelles respectivement des taux d'actualisation de 2 % et 0,75 % ont été retenus.

Les actifs de retraite correspondent à des fonds de prévoyance versés par la filiale suisse à la Caisse des Pensions.

3. RÉMUNÉRATIONS BRUTES ALLOUÉES AUX MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les rémunérations brutes allouées aux membres du Conseil d'Administration s'élèvent à 237,3 K€ pour l'année 2015.

NOTE 9 – IMPÔTS COURANTS ET DIFFÉRÉS

IMPÔTS DIFFÉRÉS

Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt (et des réglementations fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. Les impôts différés sont constatés sur les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs valeurs établies selon les règles fiscales et sur les retraitements réalisés en consolidation dans le cadre de la mise en conformité avec les normes comptables du Groupe (conception étendue du calcul des impôts différés).

Les actifs d'impôts différés ne sont pris en compte que si leur recouvrement est probable, c'est-à-dire que leur récupération ne dépend pas des résultats futurs ou qu'il est probable que l'entreprise pourra les récupérer grâce à l'existence d'un bénéfice imposable attendu au cours de cette période.

Les impôts différés relatifs aux déficits fiscaux des sociétés sont reconnus lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- l'entité dispose de différences temporelles taxables suffisantes auprès de la même autorité fiscale et la même entité imposable, qui engendreront des montants imposables sur lesquels les pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront s'imputer avant qu'ils n'expirent,
- il est probable que l'entité dégagera des bénéfices imposables avant que les pertes fiscales ou les crédits d'impôt non utilisés n'expirent,
- les pertes fiscales non utilisées résultent de causes identifiables qui ne se reproduiront vraisemblablement pas,
- les opportunités liées à la gestion fiscale de l'entité généreront un bénéfice imposable pendant l'exercice au cours duquel les pertes fiscales ou les crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés.

S'il n'est pas probable que l'entité disposera d'un bénéfice imposable sur lequel elle pourra imputer les pertes fiscales ou les crédits d'impôt non utilisés, l'actif d'impôt différé n'est pas comptabilisé.

La charge d'impôt sur les sociétés se décompose comme suit :

	31/12/2015
En milliers d'euros	15 mois
Impôts courants	-9 715
Impôts différés	2 314
Impôts sur les bénéfices	-7 400

NOTE 10 – ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les engagements du Groupe se décomposent comme suit :

En milliers d'euros	31/12/2015
Dettes financières garanties (avals, cautions, nantissements, hypothèques...)	21 986
Loyers restant à payer sur locations simples	6 571
Autres engagements donnés	3 171
Engagements donnés	31 729
Garanties d'actifs et de passifs	20 940
Lignes de crédit non utilisées	66 477
Engagements reçus	87 417
Options d'achats d'actifs	6 902
Engagements réciproques	6 902

NOTE 11 – PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIÉES

1. PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIÉES

Les participations dans les entreprises associées regroupent les titres mis en équivalence qui, au 31 décembre 2015, sont principalement composés de Sofilab 4 (1,7 M€) et Aceper SL (1,9 M€).

2. INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIÉES

Une partie liée est une personne ou une entité qui est liée à l'entité qui établit ses états financiers.

Les parties liées sont :

- la société mère,
- les filiales,
- les entreprises associées,
- les coentreprises,
- les membres du Conseil d'Administration.

Transactions avec les parties liées

En dehors des transactions entre Edify et ses filiales, qui se trouvent retraitées dans le cadre des comptes consolidés, et des rémunérations brutes allouées aux membres du Conseil d'Administration (cf. Note 8.3), il n'existe aucune transaction avec les autres parties liées.

NOTE 12 - HONORAIRES

Les honoraires perçus par le principal réviseur légal s'élèvent à 288 k€, dont 279 k€ au titre des prestations d'audit des comptes de l'exercice 2015.

En milliers d'euros	31/12/2015
Total des honoraires directement liés à la certification des comptes du Groupe Edify	279
<i>Émetteur</i>	165
<i>Filiales intégrées globalement</i>	114
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement (juridique, fiscal, social)	10
TOTAL	288

NOTE 13 - ÉTATS FINANCIERS AU FORMAT DE LA LOI LUXEMBOURGEOISE

Les états financiers ci-dessous retiennent une présentation conforme à l'amendement de la loi du 10 août 1915 voté le 19 décembre 2015 et entré en vigueur au 1^{er} janvier 2016.

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ		
En milliers d'euros	2015 15 mois	Correspondance avec les comptes présentés
1. Montant net du chiffre d'affaires	381 291	Chiffre d'affaires
2. Variations des stocks de produits finis et autres	5 876	Achats consommés
3. Production immobilisée	-	
4. Autres produits d'exploitation	6 763	Autres produits de l'activité
5. a) Consommation de marchandises et de matières premières et consommables	-165 797	Achats consommés
5. b) Autres charges externes	-3 711	Achats consommés
6. Frais de personnel	-130 053	Charges de personnel
7. Corrections de valeur	-10 374	
<i>a. sur des frais d'établissement et sur immobilisations corporelles et incorporelles</i>	-14 288	Dotations aux amortissements
<i>b. sur provisions courantes</i>	12	Dotations aux provisions courantes
<i>c. sur provisions non courantes</i>	7 970	Autres produits et charges opérationnels non courants
<i>d. sur écarts d'acquisition</i>	-1 094	Dépréciation des écarts d'acquisition
<i>e. sur actifs incorporels alloués</i>	-193	Dotations aux amortissements des actifs incorporels alloués
<i>f. sur stocks</i>	-1 622	Achats consommés
<i>g. sur éléments de l'actif circulant</i>	-1 160	Charges externes
8. Autres charges d'exploitation	-56 437	Charges externes + Autres produits et charges opérationnels non courants
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	27 559	RÉSULTAT OPÉRATIONNEL
9. Produits provenant de participations	-1 623	Autres produits et charges financiers
10. Produits des éléments financiers de l'actif circulant	2 906	Autres produits et charges financiers
11. Autres intérêts et produits financiers	1 314	Produits financiers liés au placement
12. Corrections de valeur et ajustement de juste valeur sur éléments financiers de l'actif circulant. Moins-value de cessions des valeurs mobilières	-	
13. Intérêts et autres charges financières	-8 151	
<i>a. concernant des entreprises liées</i>	1 306	Autres produits et charges financiers
<i>b. charges financières liées à l'endettement</i>	-3 345	Charges financières liées à l'endettement
<i>c. autres intérêts et charges</i>	-6 112	Autres produits et charges financiers
RÉSULTAT FINANCIER	-5 555	RÉSULTAT FINANCIER
14. Impôts sur le résultat	-7 400	Impôts sur les bénéfices
15. Part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	246	Quote-part de résultat des entreprises associées
16. Résultat après impôts sur le résultat	14 850	
17. Autres impôts	-	
18. Résultat de l'exercice	14 850	RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ

ACTIF	31/12/2015	Correspondance
En milliers d'euros	Net	avec les comptes présentés
A. Actif immobilisé	148 737	
I. Immobilisations incorporelles	13 988	Immobilisations incorporelles nettes
1. Frais de Recherche et Développement	831	
2. Concessions, brevets, licences, marques ainsi que droits et valeurs similaires	6 991	
3. Fonds de commerce, dans la mesure où il a été acquis à titre onéreux	6 035	
4. Acomptes versés et immobilisations incorporelles en cours	131	
II. Écart d'acquisition	16 806	Écarts d'acquisition
III. Immobilisations corporelles	101 575	Immobilisations corporelles nettes
1. Terrains et constructions	53 243	
2. Installations techniques et machines	36 727	
3. Autres installations, outillages et mobiliers	5 001	
4. Acomptes versés et immobilisations corporelles en cours	6 604	
IV. Immobilisations financières	16 369	
1. Parts dans les entreprises liées	3 703	Participations dans les entreprises associées
2. Parts dans des entreprises avec lesquelles la société a un lien de participation	9 897	Actifs financiers courants et non courants
3. Autres Prêts	2 769	Actifs financiers courants et non courants
B. Impôts différés actifs	13 140	Impôts différés actifs
C. Actif circulant	256 237	
I. Stocks	112 010	Stocks
1. Matières premières et consommables	56 280	
2. Produits finis et marchandises	55 730	
II. Créances	86 637	
1. Créances résultant de ventes et prestations de services	71 272	Clients
2. Créances sur des entreprises liées	-2	Trésorerie et équivalents de trésorerie
3. Créances envers le personnel	2 539	Engagements envers le personnel
4. Autres créances	12 828	Autres créances + Actif d'impôt exigible
III. Valeurs mobilières	-	
IV. Avoirs en banques, avoirs en ccp, chèques et en caisse	57 590	Trésorerie et équivalents de trésorerie
D. Comptes de régularisation	1 524	Autres créances
TOTAL DU BILAN ACTIF	419 639	

PASSIF	31/12/2015	Correspondance
En milliers d'euros	Net	avec les comptes présentés
A. Capitaux propres	240 227	
I. Capital souscrit	4 860	Capital
II. Primes d'émissions et primes assimilées	237 634	Prime
III. Réserves de réévaluations	-	
IV. Réserves	-30 996	Autres réserves
V. Résultats reportés	-	
VI. Résultat de l'exercice (Part Groupe)	15 941	Résultat de la période (Part Groupe)
Participations ne donnant pas le contrôle	12 788	Participations ne donnant pas le contrôle
B. Provisions	18 713	
1. Provisions pour pension et obligations similaires	12 758	Engagements envers le personnel
2. Provisions pour écart d'acquisition négatif	-	
3. Provisions pour impôts	-	
4. Autres provisions	5 955	Provisions non courantes et courantes
C. Impôts différés passifs	8 811	Impôts différés passifs
D. Dettes non subordonnées	150 313	
1. Emprunts obligataires envers des entreprises avec lesquelles la société a un lien de participation	-	
2. Dettes financières envers les établissements de crédit et divers*	84 446	
<i>a. dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à 1 an</i>	38 216	Autres passifs financiers courants
<i>b. dont la durée résiduelle est supérieure à 1 an</i>	46 230	Autres passifs financiers non courants
3. Acomptes reçus sur commandes	-	
4. Dettes sur achats et prestations de services	34 659	Fournisseurs
<i>a. dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à 1 an</i>	34 659	
<i>b. dont la durée résiduelle est supérieure à 1 an</i>	-	
5. Dettes sur immobilisations	369	Autres dettes courantes
6. Dettes représentées par des effets de commerce	-	
7. Dettes envers les entreprises liées	17	
<i>a. dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à 1 an</i>	17	Autres dettes courantes
<i>b. dont la durée résiduelle est supérieure à 1 an</i>	-	
8. Dettes envers des entreprises avec lesquelles la société a un lien de participation	-	
9. Dettes fiscales et sociales	29 115	
<i>a. dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à 1 an</i>	29 115	Autres dettes courantes
<i>b. dont la durée résiduelle est supérieure à 1 an</i>	-	
10. Autres dettes	1 707	
<i>a. dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à 1 an</i>	1 587	Autres dettes courantes + Dettes d'impôts
<i>b. dont la durée résiduelle est supérieure à 1 an</i>	120	Autres dettes non courantes
E. Comptes de régularisation	1 575	
TOTAL DU BILAN PASSIF	419 639	

* Ce poste intègre une dette d'Earn Out pour un montant de 3,7 M€ (cf. Note 6).



RAPPORT DU RÉVISEUR D'ENTREPRISES AGRÉÉ



RAPPORT DU RÉVISEUR D'ENTREPRISES AGRÉÉ

Aux actionnaires de
Edify SA
6, Boulevard d'Avranches
L-1160 Luxembourg

Rapport sur les comptes annuels consolidés

Conformément au mandat donné par l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires du 16 septembre 2014, nous avons effectué l'audit des comptes annuels consolidés ci-joints d'Edify SA, comprenant le bilan consolidé au 31 décembre 2015 ainsi que le compte de profits et pertes consolidé pour la période du 16 septembre 2014 au 31 décembre 2015, et un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

RESPONSABILITÉ DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DANS L'ÉTABLISSEMENT ET LA PRÉSENTATION DES COMPTES ANNUELS CONSOLIDÉS

Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces comptes annuels consolidés, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels consolidés en vigueur au Luxembourg ainsi que d'un contrôle interne qu'il juge nécessaire pour permettre l'établissement et la présentation de comptes annuels consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

RESPONSABILITÉ DU RÉVISEUR D'ENTREPRISES AGRÉÉ

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels consolidés sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique ainsi que de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les comptes annuels consolidés. Le choix des procédures relève du jugement du réviseur d'entreprises agréé, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. En procédant à cette évaluation, le réviseur d'entreprises agréé prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des comptes annuels consolidés afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur le fonctionnement efficace du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Conseil d'Administration, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des comptes annuels consolidés.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.



OPINION

À notre avis, les comptes annuels consolidés donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière consolidée d'Edify SA au 31 décembre 2015, ainsi que des résultats consolidés pour la période du 16 septembre 2014 au 31 décembre 2015, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et à la présentation des comptes annuels consolidés en vigueur au Luxembourg.

Rapport sur d'autres obligations légales ou réglementaires

Le rapport de gestion, qui relève de la responsabilité du Conseil d'Administration, est en concordance avec les comptes annuels consolidés.

Ernst & Young
Société anonyme
Cabinet de révision agréé

Jeannot Weyer

Luxembourg, le 9 mai 2016



Edify mai 2016

Réalisation : Explorations

Photos :

Vincent Flamion (X Septembre Gallery SA)



EDIFY SA

Siège Social

6, Boulevard d'Avranches
1160 Luxembourg
Luxembourg
Tél. : +352 24 83 16 20

Succursale du Grand-Saconnex

29, route de l'Aéroport
CP 230
1215 Genève
Suisse
Tél. : +41 22 710 05 27

www.edify-investmentpartner.com
contact@edify-investmentpartner.com